

Présentation Introduction

Claude Couture

Numéro 36, 2007

Democracy, Rule of Law and Human Rights. Canada 25 Years after
the *Charter of Rights and Freedoms*
La démocratie, l'État de droit et les droits de la personne. Le Canada,
25 ans après la *Charte des droits et libertés*

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040774ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040774ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Conseil international d'études canadiennes

ISSN

1180-3991 (imprimé)

1923-5291 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Couture, C. (2007). Présentation / Introduction. *International Journal of Canadian Studies / Revue internationale d'études canadiennes*, (36), 5–13.
<https://doi.org/10.7202/040774ar>

Présentation

L'année 2007 marque le 25^e anniversaire de la *Charte canadienne des droits et libertés*. L'année 1982 fut l'aboutissement de plusieurs décennies au siècle dernier de discussions au sujet du rapatriement de la Constitution et au moins deux décennies de tumulte, notamment au Québec. Jusqu'à un certain point, cet anniversaire est aussi celui de l'héritage de Pierre Elliott Trudeau. Il est donc important, avant de présenter succinctement les textes de ce numéro, d'évoquer le contexte de cet héritage.

Comme je l'écrivais il y a une dizaine d'années¹, bien qu'il ait joué un rôle de premier plan dans la préparation de la Révolution tranquille, Pierre Elliott Trudeau resta, jusqu'en 1965, en marge de la politique active et du pouvoir, fédéral ou provincial. En septembre 1965, cependant, Pierre Elliott Trudeau, flanqué du journaliste Gérard Pelletier et du syndicaliste Jean Marchand, annonça son intention d'être candidat, pour le Parti libéral fédéral, aux élections du 8 novembre 1965. Élus lors de cette élection, les trois amis, surnommés les « trois colombes », occupèrent des fonctions de ministres dans le gouvernement de Lester Pearson. En 1968, Pierre Elliott Trudeau fut élu chef du Parti libéral du Canada, en remplacement de Lester Pearson, et devint, en avril 1968, le premier ministre du pays. À partir de cette élection, et ce, pendant seize ans, Pierre Elliott Trudeau domina la politique canadienne et, d'une certaine façon, a continué à exercer une extraordinaire influence même

Introduction

The year 2007 marks the 25th anniversary of the new Constitution and its *Charter of Rights and Freedoms*. The year 1982 was a culminating point after decades of discussion in the last century over the repatriation of the Constitution as well as two decades of social and political turmoil, particularly in Québec. To a certain extent, this is also the 25th anniversary of the legacy of Pierre Elliott Trudeau. Before introducing the texts of this special issue, it is important to describe briefly that legacy and the context of its elaboration.

Ten years ago, I wrote¹ that although he had certainly played a key role in laying the ground for the Quiet Revolution in Québec in the 1960s, which was such a rupturing event for many people, Pierre Elliott Trudeau remained on the fringe of active politics and federal and provincial power structures until 1965. In 1968, however, Pierre Elliott Trudeau succeeded Lester Pearson as head of the Liberal Party of Canada, and in April 1968, became Prime Minister of the country. From the moment of his election, and throughout the next sixteen years, Pierre Elliott Trudeau deeply influenced Canadian politics, and in one way or another, has continued to wield an extraordinary influence even after his retirement from political life in 1984. Since 1867, no other politician reshaped the institutions of the country in such an important manner. Right up to the debate on the Charlottetown Accord in 1992, Pierre Elliott Trudeau, through his pronouncements and publications, and later with his *Memoirs* of 1993 and the republication of various writings in

après son retrait de la vie politique en 1984. Pendant des années, peut-être même encore aujourd'hui, Pierre Elliott Trudeau, par ses interventions et publications, notamment ses *Mémoires politiques* en 1993 et, en 1996, par la réédition de certains écrits, n'a cessé de fasciner ou de provoquer des réactions très émotives, au Canada anglais mais aussi au Québec.

De plus, par ses prises de position publiques, Pierre Elliott Trudeau fut en grande partie responsable de l'échec des accords constitutionnels du lac Meech (en 1990) et de Charlottetown (en 1992). Du moins, les interventions de Pierre Elliott Trudeau ont-elles justifié une opposition fédéraliste à ces accords. Ainsi, les institutions de l'ère Trudeau sont-elles restées intactes jusqu'à aujourd'hui. Pourtant, le référendum de 1995 au Québec, remporté de justesse par les fédéralistes, illustra à quel point le Canada semblait instable.

Par ailleurs, avant 1982, Pierre E. Trudeau réalisa quelques réformes qui devinrent des dimensions importantes de son héritage, y compris dans la *Charte canadienne des droits et libertés*. L'une de ces premières initiatives fut la question des langues officielles. La question linguistique fut évidemment récurrente dans l'histoire du Canada. Dès 1839, dans son célèbre rapport, lord Durham avait conclu à l'impossibilité d'une cohabitation de deux communautés linguistiques au sein d'un même État. Ainsi, l'*Acte d'Union* de 1840 stipulait l'unilinguisme anglais à la Législature. Toutefois, la victoire des réformistes de Lafontaine-

1996, continued to fascinate Canadians and to provoke highly emotional reactions.

Through his well-timed and effective intervention, Pierre Elliott Trudeau was also largely responsible for the failure of the Meech Lake (1990) and Charlottetown (1992) Accords on the Constitution. Trudeau's statements offered a justification for the federalist opposition to these Accords. Thus the institutions of the Trudeau era remain mostly intact in 2007. The 1995 Quebec referendum, however, which the federalists won by the narrowest margin, showed to what extent Canada was unstable during the last decade.

Before the 182 Constitution, Pierre Elliott Trudeau launched several initiatives that became key dimensions of the *Charter*. The first one was the *Official Languages Act*. The language question had obviously recurred constantly in Canadian history. As early as 1839, in his famous report, Lord Durham had reached the conclusion that the cohabitation of two linguistic groups in the same state was impossible. Thus, the *Union Act* of 1840 stipulated the use of English only in the Legislature. The victory of the Lafontaine-Baldwin reformists and the achievement of responsible government in 1848 were two factors that led to the repeal of this article and the subsequent recognition of French. Article 133 of the Constitution of 1867 guaranteed the equality of French and English in respect of the activities of the Federal Parliament and federal tribunals; the same principle applied to Quebec and, from 1870 on, to the Province of Manitoba. Article 133,

Baldwin et l'obtention du gouvernement responsable en 1848 furent deux facteurs qui entraînent l'abrogation de cet article et la reconnaissance subséquente du français. Par ailleurs, l'article 133 de la Constitution de 1867 garantissait l'égalité du français et de l'anglais en ce qui concernait les activités du Parlement fédéral et les tribunaux fédéraux; le même principe s'appliquait à la province de Québec et, à partir de 1870, à la province du Manitoba. Cet article 133, de même que l'article 93 sur l'éducation, contribuèrent, en 1867, à créer cette perception au Québec d'un « pacte » entre les nations ou deux principales communautés linguistiques, du moins en termes numériques.

Cette perception, qu'elle ait été justifiée ou non, fut sévèrement démentie par les événements des années 1885 à 1913. La seconde rébellion des Métis, la pendaison de Riel, l'abolition du français et des écoles confessionnelles au Manitoba en 1890, l'absence de reconnaissance explicite de l'égalité du français et de l'anglais lors de la création de l'Alberta et de la Saskatchewan et le règlement 17 en Ontario ont sérieusement ébranlé l'idée que les Canadiens français et les Canadiens anglais puissent vivre côte à côte sans menace pour leurs institutions et leur langue. Certains, dont Trudeau lui-même, ont fait remarquer que le chauvinisme canadien-britannique avait sans doute alimenté le nationalisme québécois. Du moins, une certaine asymétrie dans la reconnaissance de l'égalité du français et de l'anglais a-t-elle provoqué chez plusieurs Canadiens français du Québec un changement de perception quant au « pacte ». Par conséquent, la *Loi sur*

together with article 93 on education, contributed to the creation of a perception in Quebec of a "pact" between the nations or the two main linguistic communities, at least in numerical terms, in 1867.

This perception, whether justified or not, was undermined by the events that took place between 1885 and 1913: the second Métis rebellion, the hanging of Louis Riel, the abolition of French and religious schools in Manitoba in 1890, the absence of an explicit recognition of the equality of French and English in the creation of Alberta and Saskatchewan and rule 17 in 1913 in Ontario. These events seriously compromised the idea that English and French Canadians could live side by side without threat to their institutions and their language. Some, including Trudeau himself, pointed out that British-Canadian division over the acceptance of the French fact had fuelled French-Canadian/Québec nationalism. At the very least, a certain asymmetry in the recognition of the equality of French and English prompted a change of perception about the "pact" among many Quebec French Canadians. Consequently, the *Official Languages Act of 1969*, voted in as a result of the recommendations of the Commission on Bilingualism and Biculturalism, attempted to correct the asymmetry that was evident in the application of Article 133.

The second level of intervention was the issue of multiculturalism. Since the 1970s multiculturalism had become one of Canada's essential political factors. It echoed the problematic of biculturalism of the 1960s and the debates about the relations between French and

les langues officielles de 1969, votée à la suite des recommandations de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme, visa à corriger une asymétrie évidente quant à l'application de l'article 133.

Par ailleurs, depuis les années 1970, le multiculturalisme devenait l'une des dimensions politiques essentielles du Canada et faisait écho à la problématique du biculturalisme et aux débats concernant les relations entre Canadiens anglais et français. La présence d'une population française et catholique au Canada a posé d'emblée, en 1867, la question de la différence dans une société à majorité anglophone et protestante. Près d'un siècle après la Confédération, les tensions entre les Canadiens français et les Canadiens anglais firent craindre aux Canadiens d'origines diverses, ni française, ni anglo-américaine, mais de plus en plus nombreux, qu'une composante essentielle de la société canadienne pourrait être oubliée, voire marginalisée. Ainsi, le volume IV de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme traita de la question de l'apport des « autres Canadiens ». Le 8 octobre 1971, Pierre Elliott Trudeau, en réponse à ce volume, annonça l'intention du gouvernement fédéral de se lancer dans la promotion du multiculturalisme. La promotion du multiculturalisme dans le cadre du bilinguisme impliquait forcément la reconnaissance de différences de contextes pour des individus provenant de cultures et de groupes différents.

Une troisième intervention importante fut dans le domaine des affaires autochtones. Dans le but,

English Canadians. Nearly a century after Confederation, the tensions between French and English Canadians filled Canadians of varied origin, neither French nor Anglo-American, but ever more numerous, with the fear that an essential component of Canadian society could be overlooked, even marginalized. Thus volume IV of the Commission on bilingualism and biculturalism dealt with the contribution of "Other Canadians". Sixteen recommendations were presented by the commissioners. On October 8th 1971, Pierre Elliott Trudeau announced the federal government's intention to launch an initiative for the promotion of multiculturalism.

Insofar as multiculturalism was meant to fit into a bilingual framework, the principle was clearly to encourage the harmonious integration of groups of diverse origins into one or other (or both at once) national communities of European origin, but not the Aboriginal Peoples. Promoting multiculturalism in the framework of bilingualism necessarily meant recognizing, to a certain degree, differences of context for people coming from different cultures and groups.

With the goal of achieving a sense of equality of its citizens, the Government of Pierre Elliott Trudeau presented in 1969 a *White Paper* on the question of Native Peoples which constituted the third level of intervention. The *White Paper* proposed the gradual abolition of the Ministry of Indian Affairs and of the *Indian Act* over a period of five years. Provision was also made

sans doute, d'atteindre les objectifs d'une société juste, dans le sens d'une égalité des citoyens, le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau présenta en 1969 un *Livre Blanc* sur la question autochtone. Le *Livre Blanc* proposait l'abolition graduelle du ministère des Affaires indiennes et de la *Loi sur les Indiens* dans un délai de cinq ans. On prévoyait également l'élimination du statut d'Indien. Or, ce programme fit peu de cas des revendications autochtones, notamment la reconnaissance des traités et la légitimité de certaines revendications territoriales.

Depuis la fin du XIX^e siècle, les Autochtones s'étaient regroupés en diverses associations. Les Nisgha en particulier furent très militants en Colombie-Britannique, et ce, dès 1890. Par la suite, deux autres associations furent formées, les Tribus alliées de la Colombie-Britannique, en 1915, et la Fraternité des Autochtones de la Colombie-Britannique, en 1931. En Ontario et au Québec, l'une des premières associations, formée en 1918, fut la Ligue des Indiens du Canada. À partir de la Seconde Guerre mondiale, les associations proliférèrent : en 1939, l'Association des Indiens de l'Alberta; en 1944, les Indiens de la Saskatchewan; en 1943, la Fraternité des Indiens d'Amérique du Nord. Face aux revendications des Autochtones, deux Commissions d'enquête furent formées, la première en 1946-48, et la seconde en 1959-61. Les travaux de ces deux commissions eurent comme résultat de susciter une nouvelle vague de militantisme. En 1960 au niveau fédéral, en 1965 en Alberta et en 1969 au Québec, le

for the elimination of the status of Indian.

Since the late 19th century, the Aboriginal Peoples had formed different associations. The Nisgha of British Columbia had been extremely militant since 1890. Subsequently, two other associations were formed, the Allied Tribes of British Columbia in 1915, the Fraternity of Native Peoples of British Columbia in 1931. In Ontario and Quebec, one of the first associations, formed in 1918, was the League of Indians of Canada. From the Second World War on, other associations were formed: in 1939, the Indian Association of Alberta; in 1944 the Indians of Saskatchewan; in 1943 the Fraternity of North-American Indians. To deal with the claims of the First Nations, two commissions of enquiry were formed, the first in 1946-48 and the second in 1959-61. The work of these two commissions resulted in a new wave of militantism. In 1960, at the federal level, in 1965 in Alberta and in 1969 in Quebec, native people were given the right to vote.

It was in the context of this militantism that the Trudeau Government presented its *White Paper*. The document was received with considerable hostility. What made the government back off, however, was a decision by the Supreme Court of Canada in the Calder affair in 1973. Despite the vote against the Nisgha Nation—4 judges voting against, 3 in favor—the principle of native land rights established by Royal Proclamation in 1763 was recognized in *Calder*. The following year, the office of native claims began the difficult task of dealing

droit de vote fut accordé aux Autochtones.

Ce fut donc dans ce contexte de militantisme que le gouvernement Trudeau présenta son *Livre Blanc*. Ce document fut reçu avec beaucoup d'hostilité. Cependant ce qui fit reculer le gouvernement fut la décision de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Calder en 1973. Malgré le vote en défaveur de la nation Nisgha – 4 juges contre 3 – le principe des titres de propriété autochtones établis par la Proclamation royale de 1763 fut reconnu. L'année suivante, un bureau fédéral des revendications autochtones fut chargé de recevoir et de traiter les revendications territoriales autochtones. De plus, en 1982, la *Charte des droits et libertés* reconnu, à l'article 25 et dans l'article 35 de la *Loi constitutionnelle*, les droits des peuples autochtones du Canada, notamment les droits ancestraux ou issus de traités. Il semble donc que la conjoncture politique ait amené Pierre Elliott Trudeau à reconnaître, y compris dans la *Charte*, une revendication collective. L'exemple autochtone fit apparaître, une fois de plus, qu'on ne peut dissocier les individus de leur contexte spécifique.

Néanmoins, Trudeau fut très opposé aux accords de Meech de 1987 et de Charlottetown de 1982. Il fut particulièrement virulent face à la notion de « droits collectifs » appliquée, a-t-il soutenu, au cas du Québec, des Premières Nations et d'autres minorités. Pourtant, la plupart des cas les plus importants issus de contestations reliées à la *Charte* depuis 1982 ont révélé des

with native land claims. Finally, section 25 of the *Charter of Rights and Freedoms* and section 35 of the 1982 Constitution recognized the rights of Native peoples in Canada, in particular ancestral or treaty rights. It seemed that the combination of political circumstances had led Pierre Elliott Trudeau to recognize a collective claim—which he did in the *Charter*. The example of the Native peoples made it clear that individual rights cannot be divorced from their specific context.

Nevertheless, Trudeau was very opposed to the Lake Meech and Charlottetown Accords of respectively 1987 and 1992 and denounced with particular vehemence the notion of “collective rights” applied in particular to French-speaking Quebecers, to Aboriginal Peoples and to women. However, in full contradiction of his vision, some of the most important cases of claims in relation to the *Charter* since 1982 touched one of those key “collective” dimensions: the Québec-French Canadians issue and the First Nations issue; the issue of multiculturalism and immigration; finally, the issue of minority groups such as gay groups.

In this special issue of *IJCS* devoted to the theme of Canada since 1982, we have published articles that reflect, we believe, those key dimensions of claims in relation to the *Charter* as well as several articles on topics not necessarily related to the *Charter*. On key dimensions explored in relation to the *Charter*, we have published eight articles touching on a variety of subjects: the impact of the *Charter* and institutional change; the

dimensions de droits collectifs fort intéressants.

Dans ce numéro de la *RIÉC* voué au thème du Canada depuis 1982, nous avons publié des articles qui reflètent différentes dimensions du Canada depuis cette date, en particulier l'étude de cas de revendications collectives en relation avec la *Charte* et en totale contradiction avec la vision strictement « individualiste » de Pierre Elliott Trudeau. Dans cette catégorie de textes, nous avons publié huit articles touchant aux dimensions suivantes : l'impact de la *Charte* et les changements institutionnels et politiques; le fédéralisme du « dialogue » renforcé par la *Charte*; les droits linguistiques minoritaires; les droits des Autochtones; le monde syndical et les changements constitutionnels; enfin les enjeux de sécurité dans le contexte de l'après 11 septembre et le respect des droits fondamentaux. Toutes ces perspectives reflètent, croyons-nous, l'équilibre difficile entre droits collectifs et individuels.

Dans le premier texte, Miriam Smith fait un survol de cas traitant des droits des homosexuels et trace une historiographie de la lutte des groupes minoritaires. Elle plaide pour une relecture de la *Charte* qui ne devrait être lue non plus comme une matrice de droits mais bien comme un vecteur politique essentiel dans le Canada du 21^e siècle. Pour sa part, Jeremy Clarke analyse cinq cas qui indiquent une propension au fédéralisme du dialogue, une situation en apparence contredite par le cas des droits linguistiques minoritaires en Nouvelle-Écosse tel que présenté par Geneviève Boudreau. D'ailleurs, sur cette

processes of dialogue in key cases prompted by the *Charter*; linguistic minority rights, Aboriginal rights; security and immigration, labour and the Constitution; finally the issue of security after 9/11 and fundamental rights. On the specific issue of the *Charter*, we publish a research note from abroad as well as two highly interesting contributions, one by the Honourable Justice Michel Bastarache of the Supreme Court of Canada and another one by the Honourable Justice Mary Moreau of the Alberta Queen's Bench. All these perspectives obviously reflect on the difficult balance of collective rights and individual rights, thus contradicting Trudeau's obsession with strictly individual rights.

In the first text, Miriam Smith presents an excellent overview of the evolution of both the legal battles of gay groups and the historiography of the last decade revealing complex processes of struggle for the recognition of rights. She argues that the *Charter* should thus be viewed more as a "structuring influence on Canadian political debate". Jeremy Clarke and Geneviève Boudreau also offer fascinating cases of claims in relation to the *Charter* although the "federalist dialogue" emanating from the five cases presented by Clarke is not necessarily reflected by the difficulties encountered by French-speaking minorities, as shown by Boudreau in the case of Nova Scotia, in their pursuit of educational rights. On this issue of the "dialogue", the Honourable Justice of the Alberta Court of Queen's Bench, Mary T. Moreau, gives great insights from her observations about several cases, like the *Ford* case, also mentioned by Jeremy Clarke, and the

question du dialogue, l'honorable juge de la Cour du Banc de la Reine de l'Alberta, Mary T. Moreau, présente une réflexion aussi fascinante en évoquant, entre autres, le cas *Doucet-Boudreau*. L'honorable juge Michel Bastarache de la Cour suprême du Canada réfléchit quant à lui à la notion de « minorité » à partir de l'exemple du cas canadien et de déclarations internationales de droits fondamentaux. Lynne Davis, Vivian O'Donnell et Heather Shpuniarsky illustrent quant à elles le périple difficile des peuples autochtones à partir du cas d'Ipperwash en Ontario. Annie Pilote pour sa part examine la question de l'identité culturelle des jeunes francophones en milieu minoritaire à la lueur des conséquences de l'article 23 de la *Charte* alors que Larry Savage révèle le rôle d'un acteur souvent oublié des débats constitutionnels, en l'occurrence le monde syndical. Enfin, Juan Carlos Ruiz Vasquez évoque les politiques en relation avec l'article 7 de la *Charte* et la garantie de « sécurité de la personne », une perspective non sans lien avec l'article de Rocher, Labelle et Antonius qui montre comment l'obsession de la sécurité depuis le 11 septembre dans un pays d'immigration massive comme le Canada crée de sérieux problèmes par rapport à l'enjeu du respect des droits fondamentaux. Le numéro est complété par quatre contributions sur différents aspects du Canada, dont un texte sur le développement régional au Québec (Doloreux et Melançon), un autre sur l'identité culturelle parmi les Canadiens hongrois de la Saskatchewan (Kovacs), un troisième sur la souveraineté du Canada dans

Doucet-Boudreau case as well cited by Geneviève Boudreau. The Honourable Justice Michel Bastarache of the Supreme Court of Canada clarifies for his part the notion of "minority" in the context of both the *Canadian Charter of Rights* and international declarations of rights. Lynne Davis, Vivian O'Donnell and Heather Shpuniarsky illustrate, by an analysis of the Ipperwash case, the difficult journey of Aboriginal peoples in Canada in the last decades, and the very offensive approach of the Ontario Government to the entire issue of Aboriginal rights as revealed by the "Coalition for a Public Inquiry in Ipperwash". Annie Pilote looks at the cultural identity of young French-speaking Canadians living outside of Québec since the *Charter* and particularly section 23 on education while Larry Savage reveals an often forgotten player during the Constitutional talks before the repatriation, the Canadian unions. Juan Carlos Ruiz Vasquez looks at policies concerning citizen security and reform in relation to section 7 of the *Charter of Rights and Freedoms* and the guarantee of "security of person". Finally, Rocher, Labelle and Antonius explore similar avenues by looking at the consequences of 9/11 in terms of the implications of the obsession of security in relation to fundamental rights and how those rights should prevail despite the security obsession.

The issue is completed by four other contributions on different aspects of modern Canada since 1982, like regional issues in Québec (Doloreux and Melançon) and cultural identity among Hungarian-Canadians in

l'Arctique (Lasserre et Roussel),
enfin, l'expression identitaire
nationale canadienne vue à travers
des formes d'art contemporain
parfois très critiques (Pageot).

Claude Couture
Rédacteur en chef

Note

1. *La loyauté d'un laïc*, Paris,
L'Harmattan, 1996.

Saskatchewan (Kovacs), Canada's
sovereignty and security in the North
(Lasserre and Roussel), finally,
Canada's modern and contemporary
identity as expressed in Canadian
Arts (Pageot).

Claude Couture
Editor-in-Chief

Note

1. *Paddling with the Current*,
Edmonton, University of Alberta
Press, 1997.